

Camille AYNÈS

Maître de conférences en droit public

Université Paris Nanterre

Bâtiment Simone Veil (UFR DSP) – Bureau F.422

200 avenue de la République – 92 001 Nanterre Cedex

Tél : + 33 (0)7-69-29-10-43

camille.aynes@eui.eu



I. DOMAINES ET THÉMATIQUES DE RECHERCHE

Domaines de recherche :

- Droit constitutionnel
- Droit comparé (Italie, États-Unis)
- Droit des libertés
- Droit privé : droit pénal (histoire, philosophie, théorie) ; droit des personnes (incapacités)

Thématiques de recherche :

- Notion de citoyenneté – Droits de vote et d'éligibilité – Droit d'être candidat
- Groupes vulnérables (détenus ; droits des personnes en situation de handicap)
- Rapports entre justice et politique : judiciarisation de la vie politique (responsabilité pénale et politique des gouvernants) et moralisation de la vie politique (droit de la probité)

II. FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- Janv-févr. 2026 **Chercheuse accréditée par le parquet de la Cour d'appel de Paris pour le procès en appel des « assistants parlementaires du FN »** | Suivi des audiences dans la zone presse
- Nov.-déc. 2025 **Visiting Fellow** | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE (It.)
- Mai-juin 2024 **Chercheuse invitée (Visiting Scholar)** | UNIVERSITA DEGLI STUDI DI MILANO STATALE (It.)
- Sept. 2023- **Maître de conférences en Droit public** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE
Titulaire de la PEDR (RIPEC 3) depuis oct. 2024
 - Membre du Centre de Théorie et Analyse du Droit (UMR CNRS 7074) – Équipe CREDOF
 - Chercheuse associée de l'Institut Villey pour la culture juridique et la philosophie du droit (Université Paris Panthéon-Assas) – depuis 2020
- Mai 2025 : **Mobilité internationale – Enseignement (8 h)** | UNIVERSITA DEGLI STUDI DI SIENA
- 2022 -2023 **Enseignante-chercheuse contractuelle** en Droit public | ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE (ULM)
Département de Sciences sociales, Parcours « Droit » et « Politiques publiques » (mi-temps)
- 2021-2022 **Chercheuse postdoctorale** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE (Centre de Théorie et Analyse du Droit, UMR CNRS 7074)
Lauréate d'un contrat post-doctoral en Sciences humaines et sociales financé par la ComUE Université Paris Lumières (CNRS, Université Paris Nanterre et Université Paris 8)
Financement obtenu sur projet de recherche : « *La citoyenneté comme inclusion sociale* »
Superviseur scientifique : Madame la Professeure Véronique Champeil-Desplats
- 2018-2021 **Chargée de travaux dirigés en Droit public (vacataire)** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE & UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE (PARIS SACLAY)
- 2016-2018 **Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche** en Droit public (demi-ATER) | UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE (PARIS-SACLAY)
- 2012-2015 **Doctorante contractuelle** | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE (It.)
Contrat doctoral de 3 ans et financement de la 4^e année par l'IUE de Florence
- 2010-2011 **Assistante de recherche** en Droit public | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE (It.)

III. FORMATION ACADÉMIQUE

> *Études de Droit*

- 2021 **Qualification** aux fonctions de Maître de conférences par le CNU en **droit public** (section 02) et en **philosophie** (section 17)
- 2012 -2020 **Doctorat en Sciences juridiques** | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE (It.)
Thèse : *La privation des droits civiques et politiques. L'apport du droit pénal à une théorie de la citoyenneté*
Directeurs de thèse : M. le Professeur Loïc AZOULAI et M. le Professeur Olivier BEAUD
Thèse soutenue le 21 septembre 2020 à l'IUE de Florence devant un jury composé de :
M. le Prof. Loïc Azoulai (Sciences-Po Paris/IUE)
M. le Prof. Olivier Beaud (Université Paris Panthéon-Assas)
M. le Prof. Xavier Pin (Université Jean Lumière Lyon III – Rapporteur)
M. le Prof. Christoph Schönberger (Université de Cologne, All. – Rapporteur)
N.B. : En raison de la diversité des systèmes universitaires européens, le doctorat est délivré à l'IUE sans mention
 - **Prix « Henri Texier I » 2024** décerné par l'Académie des sciences morales et politiques – Institut de France
 - **Prix de thèse Dalloz 2021**
 - **Prix de thèse Joinet/Varenne 2021** (Catégorie « Concepts fondamentaux du droit constitutionnel ») délivré par l'Institut francophone pour la justice et la démocratie (IFJD – auparavant Institut universitaire Varenne).
 - **Mention spéciale du prix de thèse Vendôme 2021** attribué par le ministère de la Justice et l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ) pour une thèse de droit pénal ou de procédure pénale
- 2011-2012 **LL.M. « Comparative, European and International Laws »** | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN (It.) (L'Institut ne délivre pas de mention)
- 2008-2009 **Master 2 Recherche « Droit pénal et politique criminelle en Europe » (Option Droit comparé)** | UNIVERSITE PARIS I PANTHEON-SORBONNE
MENTION ASSEZ BIEN
- 2007-2008 **Master 1 Carrières judiciaires et sciences criminelles** | UNIVERSITE PARIS PANTHEON-ASSAS
MENTION ASSEZ BIEN
- 2006-2007 **Licence en droit, Option « Droit public »** | UNIVERSITE PARIS PANTHEON-ASSAS

> *Études de Philosophie*

- 2003-2005 **Master 1 et 2 de Philosophie politique** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE
Sujet : *La raison d'État dans l'œuvre de Giovanni Botero : la question de la « ratio »* (173 p.)
Maîtrise faite à l'Université Ca' Foscari (Venise, Italie) – Échange Érasmus de 2 semestres
MENTION TRÈS BIEN
- 2002-2003 **Licence 3 de philosophie** | UNIVERSITE PARIS NANTERRE
MENTION TRÈS BIEN
- 2000-2003 **Classes Préparatoires aux Grandes Écoles (Hypokhâgne-Khâgne)** | LYCEE FENELON (Paris)
ADMISSIBLE À L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (ENS-LSH), Spécialité Philosophie
- 2000 **Baccalauréat littéraire (spécialité Mathématiques)** | LYCEE BLANCHE DE CASTILLE (78)
MENTION TRÈS BIEN

IV. ENSEIGNEMENTS

ENSEIGNEMENTS EN DROIT (LICENCE, MASTER ET DOCTORAT)

1.1. Cours magistraux et séminaires (en français, en anglais et en italien)

En français	▪ 2024-2026	DROITS FONDAMENTAUX COMPARES (20h CM) NCEP (NOUVEAU COLLEGE D'ETUDES POLITIQUES) L2 Études politiques UNIVERSITE PARIS NANTERRE UNIVERSITE PARIS 8 en partenariat avec COLUMBIA PARIS UNIVERSITY
	▪ 2023-2026	LIBERTES FONDAMENTALES 2 : DROIT DES DISCRIMINATIONS (22h CM) UNIVERSITE PARIS NANTERRE L3
	▪ 2023-2026	RAISONNEMENT JURIDIQUE (20h CM) UNIVERSITE PARIS NANTERRE L1
	▪ 2023-2026	DROIT DE L'UNION EUROPEENNE (30h CM) UNIVERSITE PARIS NANTERRE L3
	▪ Nov. 2023	DROIT CONSTITUTIONNEL COMPARE (2h séminaire) UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN M2 Droit public (invitée dans le cadre du programme 2023-2024 « Louvain Global College of Law »)
	▪ 2021-2023	DROIT CONSTITUTIONNEL (24 h CM) ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE (Paris), Département de Sciences sociales Bac+3 et plus
	▪ 2021-2023	DROIT INSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPEENNE (24 h CM) ÉCOLE NORMALE SUPERIEURE (Paris), Département de Sciences sociales Bac+3 et plus
En anglais	▪ 2023-2026	HUMAN RIGHTS (24h CM) UNIVERSITE PARIS NANTERRE M1 Droit public
	▪ 2022-2023	AMERICAN CONSTITUTIONAL LAW (24h CM) ENS/UNIVERSITE PARIS NANTERRE M1 « Systèmes juridiques et droits de l'homme »
En italien	▪ Mai 2025	SEMINAIRES DOCTORAUX (en italien), DIPEC (Gruppo di ricerca et formazione sul diritto pubblico europeo e comparato) (4h) UNIVERSITE DE SIENNE, IT. Doctorat
	▪ Mai 2025	DIRITTO PUBBLICO COMPARATO & DIRITTO COSTITUZIONALE (4h CM) UNIVERSITE DE SIENNE, IT. L1

1.2. Travaux dirigés (en formation initiale)

▪ 2016-2024	DROIT CONSTITUTIONNEL (L1) UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE <i>Équipes des Professeurs O. Bui-Xuan, T. Pasquier-Briand et F. Poulet</i>	Total de 220 heures
▪ 2019-2021	DROIT ADMINISTRATIF (L2) UNIVERSITE PARIS NANTERRE <i>Équipe de Mme la Professeure S. Boussard</i>	Total de 90 heures
▪ 2019-2020	DROIT DES LIBERTES FONDAMENTALES (L3) UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE <i>Équipe de Mme C. Brice-Delajoux</i>	Total de 36 heures
▪ 2016-2017	METHODOLOGIE JURIDIQUE (L1) UNIVERSITE ÉVRY-VAL-D'ESSONNE (Paris Saclay)	Total de 6 heures

AUTRES ENSEIGNEMENTS

▪ 2005-2008 (8 semaines par an)	Enseignante contractuelle, Stages « PRÉPA SCIENCES-PO » LYCEE LAKANAL (Sceaux, 92) – TOTAL DE 90 HEURES
------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

V. TRAVAUX DE RECHERCHE

A. LISTE DES PUBLICATIONS

> **Ouvrages [3]**

- *La privation des droits civiques et politiques. L'apport du droit pénal à une théorie de la citoyenneté*, Paris, Dalloz, Collection « Bibliothèque des thèses », vol. 211, 2022, 514 p. [monographie]
[Compte-rendu de Catherine Puigelier, *Revue trimestrielle de droit civile*, n° 3, 2024, p. 757 et s.]
- *Les politiques sont-ils des justiciables comme les autres ?* (avec Patrick Maisonneuve et François Molins), Presses de Sciences-Po, coll. « Penser avec », 2026 (à venir) [monographie]
- *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté* (dir.), IFJD-Institut Joinet, coll. « Transition & Justice », vol. 20, décembre 2023, 302 p. [ouvrage collectif]

> **Direction d'un numéro spécial [1]**

- Direction du numéro thématique sur la citoyenneté [17 contributions], *Revue des droits de l'homme*, n° 22, sept. 2022

> **Articles dans des revues à comité de lecture et dans des ouvrages collectifs [17]**

- « Le droit de participer aux élections politiques, point de résistance à l'internationalisation du droit électoral », in Manon BONNET, Romain RAMBAUD & Romain TINIERE (dir.), *L'internationalisation du droit des élections politiques*, DICE (Droits International, Comparé, Européen) Éditions, coll. « Confluence des droits », 2025 (à paraître)
- « L'interdiction d'être ministre en cas d'agissements portant atteinte aux fonctions de membre du Gouvernement. Regards comparés (France-Italie) » (avec Charles-Édouard Sénac), *Jus Politicum. Revue de droit politique*, n° 34, mars 2026 (à paraître)
- « La suppression de tout privilège de juridiction des ministres en Italie. Regards depuis la France », in Eleonora BOTTINI, Franck LAFAILLE et Nicoletta PERLO (dir.), *La Constitution italienne. Perspectives depuis la France*, Société de législation comparée, 2026, p. 117-138 (à paraître)
- « Politique criminelle et droits politiques. La sanction pénale comme modalité de régulation du corps politique et de la démocratie », *Archives de politique criminelle*, n° 47, 2025, p. 93-108
- « La chronique judiciaire de Donald Trump, cas révélateur des singularités du droit électoral aux États-Unis », *Jus Politicum. Revue de droit politique*, n° 32, sept. 2024, p. 1-35
[article sélectionné pour le numéro papier annuel : *Jus Politicum*, vol. 16, « Le pouvoir juridictionnel », Dalloz, sept. 2025, p. 261-302]
- « Perdre ses droits plutôt que sa nationalité : la "déchéance de citoyenneté", alternative possible et opportune à la déchéance de nationalité ? », in Sabine CORNELOUP et Étienne PATAUT (dir.), *Perdre sa nationalité*, Paris, Dalloz, 2024, p. 249-272
- « La protection des droits fondamentaux par le Parlement statuant sur la responsabilité pénale des ministres : le cas italien », in Audrey BACHERT-PERETTI et Priscilla JENSEL-MONGE (dir.), *Les droits fondamentaux. Quels enjeux pour le Parlement ?*, Mare & Martin, 2023, p. 161-181
- « Citoyenneté et dignité. L'inclusion des criminels et des "incapables" au corps des citoyens », *Revue des droits de l'homme*, n° 22, sept. 2022.
Également paru dans Camille AYNES (dir.), *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté*, IFJD-Institut Joinet, 2023, p. 109-132
- « La double face de la citoyenneté : propos introductifs », *Revue des droits de l'homme*, n° 22, sept. 2022 (21 000 signes)
- « Un vice d'une particulière gravité : le manquement à l'impartialité – Note sous Conseil d'État, 25 novembre 2021, *Collectivité de Corse*, n° 454466 », *Revue française de droit administratif*, juill. 2022, n° 3, p. 501-512

- « La “justice politique” en Italie. Les affaires *Matteo Salvini*, entre droit et politique », *Revue du droit public*, n° 2, mars 2022, p. 577-610
- « Pandémie et citoyenneté. Un irresponsable cesse-t-il d’être citoyen ? », *La Semaine juridique. Administrations et Collectivités territoriales*, n° 3, janv. 2022, p. 61 s.
- « Le droit de se porter candidat aux élections : observations sur le droit français de la probité à la lumière de la jurisprudence récente de la Cour européenne des droits de l’homme (CEDH, *Galan c. Italie*, n° 63772/16 et *Miniscalco c. Italie*, n° 55093/13, 17 juin 2021) », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2021, chron. n° 41 (70 000 signes)
- « Le vote du “fou” : citoyenneté et capacité à la lumière de la réforme du 23 mars 2019 », *Jus Politicum. Revue de droit politique*, n° 26, 2021, p. 1-30
[article sélectionné pour le numéro papier annuel : *Jus Politicum*, vol. 13, « René Capitant (1901-1970) », Dalloz, juin 2022, p. 225-255]
- « L’impartialité du pouvoir hiérarchique dans la protection fonctionnelle de l’agent public », *Revue française de droit administratif*, n° 2, mars-avril 2021, p. 349-360
- « La citoyenneté politique dans l’Union européenne à l’épreuve de la sanction pénale de la privation des droits politiques », *Revue trimestrielle de droit européen*, n° 3, juill.-sept. 2019, p. 603-627
- « La privation des droits politiques en France et aux États-Unis », in Olivier BEAUD et François SAINT-BONNET (dir.), *La citoyenneté comme appartenance au corps politique*, Paris, Éd. Panthéon-Assas, 2021, p. 219-242

> **Chroniques d’actualité [11]**

- « Être présidentiable même en cas de confirmation de sa condamnation en appel ? L’entre-deux-instances dans l’affaire Marine Le Pen » (1/2) et (2/2), *Blog Jus Politicum*, 13 oct. et 15 oct. 2025 (2 billets, 42 000 signes)
- « Enforcing the Law of Democracy. Marine Le Pen Ineligibility Judgment and its Implications » (avec Eleonora Bottini), *Verfassungsblog*, 7 avril 2025 (17 000 signes)
- « L’ “affaire Marine Le Pen” (1/2). Tenants et aboutissants de la peine complémentaire d’inéligibilité exécutoire par provision », *Blog Jus Politicum*, 3 décembre 2024 (19 400 signes)
- « L’ “affaire Marine Le Pen” (2/2). Les conséquences redoutables d’une hypothétique peine d’inéligibilité exécutoire par provision », *Blog Jus Politicum*, 4 décembre 2024 (17 600 signes)
- « Donald Trump condamné : quelles conséquences sur les élections présidentielles américaines ? (1/2). La privation des droits de vote et d’éligibilité consécutive à une condamnation pénale aux États-Unis », *Blog Jus Politicum*, 15 juin 2024 (19 000 signes)
- « Donald Trump condamné : quelles conséquences sur les élections présidentielles américaines ? (2/2). Une éventuelle déchéance de ses droits électoraux ne le rendant pas inéligible. Explication d’une apparente énigme », *Blog Jus Politicum*, 17 juin 2024 (20 000 signes)
- « De l’ “indignité” des hommes politiques. Éléments de réflexion à partir de l’affaire *Quatennens* », *Blog Jus Politicum*, janv. 2023 (19 000 signes)
- « La déchéance des parlementaires au regard de l’affaire *Quatennens* », *Blog Le Club des juristes*, janv. 2023
- « La responsabilité pénale des gouvernants en Italie : à propos des poursuites contre l’ancien ministre de l’Intérieur pour séquestration de migrants en Méditerranée », *Blog Jus Politicum*, janv. 2021
- « Le vote des résidents d’un Ehpad manipulé lors du premier tour des élections municipales ? Retour sur la question de l’accès aux urnes des personnes dont les facultés intellectuelles sont altérées », *Blog Jus Politicum*, juin 2020

> **Recensions et autre [3]**

- Recension de Vanessa Codaccioni, *Justice d’exception. L’État face aux crimes politiques et terroristes*, Éditions du CNRS, coll. « Biblis », rééd. 2024, publiée dans *Revue des droits de l’homme, Lettres ADL*, juill. 2025
- Recension de Olivier Camy, *Droit constitutionnel critique*, L’Harmattan, « Logiques juridiques », Paris, 2007, publiée dans *Erytheis*, Revue d’Études en Sciences de l’homme et de la société, 2007

- Résumé de la thèse : « La privation des droits civiques et politiques. L'apport du droit pénal à une théorie de la citoyenneté », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2021, thèse n° 11

> Traductions [4]

- Luigi Ferrajoli, « La contradiction entre l'égalité des droits fondamentaux et la citoyenneté comme statut d'exclusion », in Olivier BEAUD, Catherine COLLIOT-THELENE et Jean-François KERVEGAN (dir.), *Droits subjectifs et citoyenneté*, Classiques Garnier, 2017, p. 167-183
- Mauro Bonazzi, « Protagoras » et Mauro Bonazzi, « Lycophron », in Jean-François PRADEAU (dir.), *Les sophistes*, Paris, Flammarion, 2009, T. I, p. 45-90 et p. 335-340
- Paolo Cristofolini, « Spinoza », in Jean-François PRADEAU (dir.), *Histoire de la philosophie*, Paris, Seuil, 2009, p. 299-312
- Franco Ferrari, « Platon et la théorie des principes » et Mario Vegetti, « Royauté et philosophie chez Platon », in Luc BRISSON et Francesco FRONTEROTTA (dir.), *Lire Platon*, Paris, PUF, 2006, p. 135-143 et p. 209-227

B. LISTE DES COMMUNICATIONS

> Colloques nationaux et internationaux [16]

- Colloque international *Constitutional (in)eligibility. Impeachment and Disqualification in a Comparative Context*, organisé par Rosalind Dixon (Université de Sydney), Taïwan, juillet 2027 (à venir)
- « Droits de vote et d'éligibilité des personnes sous mesure de protection : approche comparée de l'incidence de l'article 29 de la CIDPH sur quatre pays européens (Suède, Danemark, Allemagne, Italie) », Colloque international *La Convention des droits des personnes handicapées fête ses 20 ans – Enjeux et perspectives de la participation politique et publique des personnes en situation de handicap (article 29)*, Lyon, 21-23 octobre 2026
- « Les décisions de justice d'inéligibilité : quelle légitimité juridictionnelle face à la souveraineté démocratique ? Analyse critique du discours des juges », *État de droit, justice et droits fondamentaux*, XII^e Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Université de Poitiers, 11-13 juin 2026
- *L'invention de la citoyenneté sous la révolution : entre inclusion et exclusion*, Colloque organisé par Serge Slama, Jean-Loup Kastler et Clarisse Coulomb, Université de Grenoble, 4-5 juin 2026
- « Pour une responsabilité inédite des gouvernants en cas d'actes portant atteinte à leurs fonctions ? Réflexions sur le droit français à la lumière de l'expérience italienne » (avec Charles-Édouard Sénac), Colloque international *Responsabilité des gouvernants en période de crise : une étude comparée France-Italie* organisé par Eleonora Bottini et Antonia Baraggia, Università degli Studi di Milano Statale, Milan (Italie), 16-17 déc. 2024
- « Les principes fondamentaux du système démocratique des États-Unis à l'épreuve des "affaires Trump" », Troisièmes Rencontres de la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ), *Droit et justice au XXI^e siècle*, Strasbourg, 26-27 sept. 2024
- « L'interdiction d'être nommé ou de continuer à exercer les fonctions de ministre résultant de certaines condamnations pénales en Italie : une forme de responsabilité politico-pénale de laquelle s'inspirer ? », Colloque international ICON-S France *Crises et Défis du droit public*, Université Paris Nanterre, 5 juillet 2024
- « La détermination des titulaires du droit de participer aux élections politiques, point de résistance à l'internationalisation du droit électoral », Colloque international *L'internationalisation du droit des élections politiques* organisé par Romain Rambaud, Romain Tinière et Manon Bonnet, Université Grenoble Alpes, Grenoble, 27-28 juin 2024
- « L'éligibilité : un droit à élargir ? », Colloque *Défiance intellectuelle et élections*, organisé par le Lab-LEX, sous la direction de Vincent Boyer et Jeanne Charlottin, Université Bretagne Sud, Vannes, 23 mai 2024
- « Juger les ministres en Italie : la suppression de tout privilège de juridiction », Colloque international *La Constitution italienne à 75 ans : perspectives depuis la France*, organisé par Eleonora Bottini, Franck Lafaille et Nicoletta Perlo, Université de Caen Normandie, 1^{er} et 2 décembre 2023

- « La protection des droits fondamentaux par le Parlement appelé à statuer sur la responsabilité pénale des ministres. Le cas italien », Colloque *Les droits fondamentaux – Quels enjeux pour le Parlement ?*, organisé par Audrey Bachert-Peretti et Priscilla Jensel-Monge, Aix-Marseille Université, 24-25 juin 2022
- « Entre particularisme de l'appartenance et universalisme des droits : les tensions de la citoyenneté », Colloque *Protection sociale, citoyenneté sociale – Fondements philosophiques*, organisée par Gregory Bligh et Claire Marzo, Laboratoire « Marchés, Institutions, Libertés » de l'Université Paris-Est Créteil, 23 mai 2022
- « Citoyenneté, non-discrimination et dignité de la personne », Colloque *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté*, Université Paris Nanterre, CTAD-CREDOF, 24-25 mars 2022
- « La finalité de la sanction de privation des droits civiques. La dimension punitive en question », Colloque international *La citoyenneté comme appartenance au corps politique*, organisé par Olivier Beaud et François Saint-Bonnet, Université Paris II Panthéon-Assas, 9 et 10 mars 2017
- « Citoyenneté et droit pénal à l'âge de la Révolution française », Colloque international *La citoyenneté : institution d'intégration ou de dissociation ?*, organisé par Dieter Gösewinkel, Institut d'Études Avancées de Paris, 28 mai 2014
- « La thèse de l'indétermination dans les *Critical Legal Studies* ». Communication présentée en qualité de discutante, Colloque International de Philosophie *Le souci du droit. Où en est la théorie critique ?*, organisé par les Universités Paris VII, Paris VIII et le Collège International de Philosophie, 16 et 17 octobre 2008

> **Journées d'étude/Séminaires/Ateliers/Conférences [24]**

- « The right to stand 2 », Workshop international, King's College London, Londres, 23-24 avril 2026 (RU)
- « Les politiques sont-ils des justiciables comme les autres ? », Table-ronde avec François Molins et Patrick Maisonneuve, animée par Christophe Jamin et Mathieu Delahousse, Sciences-Po Paris, 20 avril 2026
- « Politique criminelle et droits politiques. La sanction pénale comme modalité de régulation du corps politique et de la démocratie », Conférence *Libertés Politiques*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 19 janv. 2026
- « The People's Choice, But Unworthy by the Law: Disqualification in Democracy Through the Law », Discutante, *EUI Constitutional Law and Politics Working Group*, Institut Universitaire Européen, Florence (It.), 5 décembre 2025
- « The right to stand 1 », Workshop international organisé par Annabelle Lever (Sciences-Po Paris) et Udit Bhatia (King's College London), CEVIPOF, Sciences-Po Paris, 2 juillet 2025
- « L'affaire *Marine Le Pen* », Table-ronde « Le rapport au droit des gouvernants », in *Anatomie d'une dissolution*, Journée d'étude du CTAD, Université Paris Nanterre, 20 mai 2025
- « Ineleggibilità e incandidabilità in Francia a partire dal caso Marine le Pen : una sentenza "politica" contro l'estrema destra ? », Séminaire, Università di Siena, Sienne (It.), 8 mai 2025
- Discutante de l'ouvrage de Vanessa Codaccioni, *Justice d'exception : L'état face aux crimes politiques et terroristes* (2024), Séminaire du CTAD, Université Paris Nanterre, 13 mars 2025
- « Le président américain face aux autres branches du gouvernement », Discutante, Cycle de séminaire *Droit et contestation du chef de l'État* organisé par Alexis Blouët et Adrien Monat, 24 sept. 2024, en ligne
- « Les réformes possibles du droit de la responsabilité des ministres en France et en Italie : disqualification, peines d'inéligibilité, sanctions politiques », Séminaire *Responsabilité(s) des gouvernants face à la crise. Étude franco-italienne des tensions entre responsabilité juridique et politique*, organisé par Eleonora Bottini (Université de Caen) et Antonia Baraggia (Université Statale de Milan), Paris, 12 septembre 2024
- « Perdre ses droits civiques et politiques, perdre sa citoyenneté : perspectives de droit européen et de droit constitutionnel français et comparé », Conférence dans le séminaire de Master 2 « Droit constitutionnel comparé » du Professeur Marc Verdussen, Université catholique de Louvain, Louvain (Belgique), 15 novembre 2023
- « Perdre sa nationalité ; perdre ses droits : les alternatives à la déchéance de nationalité », Séminaire annuel *Perdre sa nationalité*, dirigé par Sabine Corneloup et Étienne Pataut, IRJS (Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Institut de droit comparé (Paris II Panthéon-Assas), 21 juin 2023

- « La justice politique en Italie. Les affaires *Matteo Salvini* », Séminaire *Responsabilité(s) des gouvernants face à la crise. Étude franco-italienne des tensions entre responsabilité juridique et politique*, organisé par Eleonora Bottini et Antonia Baraggia, Università degli Studi di Milano Statale, Milan (It.), 30-31 mai 2023
- « Des peines d'exclusion des condamnés aux sanctions de (ré-)éducation à la citoyenneté. Réflexions sur la citoyenneté et la civilité », *Séminaire annuel de recherche interdisciplinaire sur la citoyenneté en Europe*, organisé par Tristan Coignard et Maiwenn Roudaut, Centre March Bloch de Berlin/Université Bordeaux et Nantes/IUF, 10 février 2023
- « Le "mauvais citoyen" condamné pénalement cesse-t-il d'être citoyen ? L'indissociabilité du droit pénal et du droit public pour saisir la notion de citoyenneté », Conférence à destination des chercheurs et des étudiants du Master 2 de droit pénal et des Masters 2 de droit public, CURAPP/CEPRISCA (Centre de droit privé et de Sciences criminelles d'Amiens), Université de Picardie Jules Verne, 28 mars 2022
- « Pensare la cittadinanza a partire dalla figura del non-cittadino : l'esempio del condannato », intervention dans le séminaire *Crise de la représentation et nouvelles formes de démocratie* organisé par Marco Fioravanti, Professeur d'Histoire du droit (Rome 2), dans le cadre de sa direction de programme au Collège International de Philosophie, CIPH/Université Rome 2 Tor Vergata, Rome (It.), 18 novembre 2021
- « Déchéance de nationalité *versus* "déchéance de citoyenneté" : la protection de l'État et des intérêts de la Nation », Séminaire de recherche du Laboratoire Marchés, Institutions, Libertés (MIL), organisé par Manon Altwegg-Boussac, Université Paris-Est Créteil, 10 novembre 2021
- « La citoyenneté comme inclusion sociale : réflexions sur les rapports entre démocratie et égalité des droits », Séminaire du Centre de Recherches et d'Études sur les Droits Fondamentaux (CREDOF), Université Paris Nanterre, 21 octobre 2021
- « Capacité civile et capacité électorale : les enjeux juridiques et philosophiques de leur dissociation par la loi du 23 mars 2019 », Séminaire de philosophie du droit *Capacité(s) et vulnérabilité(s) du sujet de droit* organisé par Benoît Eyraud, Fabrice Gzil et Clotilde Nouët, Espace Éthique Île-de-France, Paris, 9 avril 2021
- « Pour une analyse en creux de la notion de citoyenneté à partir des figures de l'"indigne" et de l'"incapable" », Séminaire interdisciplinaire *Réflexion sur l'usage de la dynamique des marges en sciences humaines et sociales*, Université Paris Nanterre, 2 avril 2021
- « La citoyenneté politique dans l'Union européenne : d'un statut transnational à un statut supra-national », Séminaire de philosophie du droit *Cosmopolitisme et justice globale* organisé par Isabelle Delpla dans le cadre du programme LABEX COMOD, Université de Lyon, 15 décembre 2020
- « La déchéance de citoyenneté : présentation de la thèse », Séminaire général de l'École doctorale Georges Vedel, Université Paris II Panthéon-Assas, 5 octobre 2020
- « H. L. A. Hart et la question de la définition de la peine », Discutante, Atelier de Philosophie du droit, Institut Michel Villey (Université Paris II Panthéon-Assas) et PhiCo/NoSoPhi (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 3-4 juillet 2017
- « Citoyenneté et moralité », Atelier doctoral de Philosophie du droit, Institut Michel Villey (Université Paris II Panthéon-Assas) - NoSoPhi (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 29 et 30 juin 2015
- « Citizenship and Criminal Law in the European Union », Séminaire doctoral *Transnational Citizenship : Theories, Laws and Practices*, organisé par Rainer Bauböck, Institut Universitaire Européen, Florence (It.), 5 mars 2013
- « Justice pénale, justice réparatrice ("*restorative justice*") : la question de la reconnaissance de la victime dans la philosophie républicaine (Philip Pettit, John Braithwaite) », Séminaire de Philosophie Politique du Laboratoire SOPHIAPOL, Université Paris Nanterre, 27 avril 2006

> **Diffusion de la recherche**

- Interview pour l'ONG *Transparency International France* (section Vie Publique – plaidoyer), 30 avril 2026
- « Pour son procès en appel, Marine Le Pen a fait le choix de se battre différemment », *Le Monde* (Tribune), 13 janv. 2026
- Interview de 8 minutes en direct sur France Info (radio), 13 janv. 2026
- « Marine le Pen n'a reçu ni traitement de faveur, ni de défaveur », *Le Monde* (Tribune), 3 avril 2025

- Débat « Jugement de Marine le Pen. Le jour d'après », Théâtre du Lucernaire (Paris 6e), 1^{er} avril 2025
Invitée d'un débat de 2 heures organisé par « Les Surligneurs » dans le cadre d'un cycle de rencontres où acteurs des médias et chercheurs débattent de problématiques contemporaines liées à la désinformation et au droit.
- « Justice : Marine Le Pen et le spectre de l'inéligibilité à la présidentielle », *The Conversation*, 28 mars 2025
- « Marine Le Pen pourra-t-elle se présenter en 2027 ? », Invitée du Podcast « Le temps de l'actu », coproduit par l'INA et l'Université d'Assas, 27 mars 2025 (30 minutes)
- Interview télévisée pour l'AFP TV, 15 nov. 2025 (sur l'éventuelle inéligibilité de Mme Le Pen)
- Interviews presse et radio pour France 24 ; RFI ; *Le Point* ; *Euronews* (citée également dans *La Libre Belgique*, le *Télégramme*, *Le Monde*, etc.)
- Podcast juridique « Obiter Dictum », réalisé par Maître Grégory Marson et Pierre-Édouard Belouet, diffusé le 23 janvier 2023 (enregistrement de 62 minutes) <https://soundcloud.com/obiterdictum-podcast/ep-11-camille-aynes-la-citoyennete-vue-du-droit-penal>
- Entretien filmé de 9 minutes sur la thèse dans le cadre des « Résidences Adamas » 2022 au Château de Goutelas (<https://www.chateaugoutelas.fr/media/camille-aynes/>)

VI. ACTIVITÉS EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION ET DE RECHERCHE

> Participation à des activités de recherche

- 2025-2027 **ANR « Reinvigorating Democracy: The Right to Stand for Electoral Office » (ReDem-Rt2Stand) »**
 Projet ANR coordonné par Annabelle Lever, Professeur de Théorie politique (Sciences-Po, CEVIPOF)
 Fonds alloués pour le Montage de réseaux scientifiques européens ou internationaux (MRSEI)
Appel européen visé : HORIZON-CL2-2027-02-DEMOCRACY-09-two-stage: Open topic on *Reinvigorating and shielding European democracy*
 Projet rassemblant une équipe venant de : Royaume-Uni, France, Suède, Roumanie, Hongrie, Belgique, Pays-Bas et États-Unis
Porteuse (avec Oliver Gerstenberg, University College London) des work packages juridiques
- 2024-2027 **HandiPPolitique**
 Recherche participative portée par le sociologue Cyril Desjeux, axée sur l'implication politique des personnes handicapées, avec un accent sur la participation démocratique
 Membre d'une équipe de sociologues
En charge de la partie juridique comparatiste du projet
- 2023-2025 **GIP Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ)**
Responsabilité(s) des gouvernants face aux crises. Étude franco-italienne des tensions entre responsabilité juridique et politique
 Projet dirigé par Eleonora Bottini (Université de Caen Normandie) et Antonia Baraggia (Università Statale de Milan).
Coordinatrice de l'Axe analytique du projet
- 2023-2025 **Observatoire de l'Éthique publique (OEP)**
 Membre de l'équipe scientifique
- 2013 **Projet de recherche européen collectif**
 Recherche sur l'accès au droit de vote dans l'Union européenne (Projet FRACIT), AFCO
 Membre du groupe d'étude sur « Les droits électoraux des citoyens de l'Union résidant dans un pays tiers et sur les droits électoraux des citoyens de pays tiers résidant dans l'Union » (IUE – EUDO-CITIZENSHIP) – Étude publiée par le Parlement européen, 2013
- 2010 **Assistante de recherche en Droit public** (contrat de 150 h.) | INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN
 Assistante de M. le Professeur Loïc Azoulay
 Recherches documentaires et bibliographiques (en droit de l'Union européenne, en droit constitutionnel et en théorie du droit)
 Correction des épreuves de l'ouvrage de L. Azoulay (dir.), *L'entrave dans le droit du marché intérieur*, Bruylant, 2011

> Activités éditoriales et d'expertise

- 2025- **Membre du Comité de sélection des ATER** (Université Paris Nanterre) & **sélection de l'entrée en Master** (Masters du NCEP et « Systèmes juridiques et droits de l'homme ») – Auditions
- 2025- **Membre du Comité scientifique** de *La Revue des droits de l'homme*
- 2012-2016 **Membre du Comité éditorial** de la revue juridique *European Journal of Legal Studies*
 INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN (Florence, It.) – Section « Théorie du droit »
- Depuis 2011 **Reviewer** (en anglais, en italien et en français) pour les revues à comité de lecture :
European Constitutional Law Review (Cambridge Univ. Press) ; *Law & Society Review* ; *Jus Politicum* ;
European Journal of Legal Studies ; *Revue Aequitas : Développement humain, handicap et changement social* (revue canadienne)

> **Organisation de colloques, d'ateliers ou de séminaires**

- Depuis 2025 | **Co-organisatrice du Séminaire général quadriennuel du CTAD** (avec Mathilde Cohen)
- 2021-2022 | **Directrice scientifique et organisatrice** du Colloque « *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté* », Centre de Théorie et Analyse du droit, Univ. Paris-Nanterre, 24-25 mars 2022
<https://univ-droit.fr/actualites-de-la-recherche/manifestations/39776-entre-inclusion-et-exclusion>
- 2017 | **Participation à l'organisation du Colloque international** « La citoyenneté comme appartenance au corps politique », Université Paris II Panthéon-Assas, 9 et 10 mars 2017
- 2013-2016 | **Participation à l'organisation des séances mensuelles du Working Group** de Philosophie du droit et de philosophie politique de l'Institut Universitaire Européen de Florence

> **Responsabilités scientifiques et administratives**

Responsabilités scientifiques : encadrement de mini-mémoires

Responsabilités administratives :

- Sept. 2024- | Membre du Comité consultatif de discipline (CCD) de la section 02
- 2013-2016 | Représentante élue des doctorants français de l'Institut Universitaire Européen de Florence

> **Appartenance à des sociétés savantes**

Membre de la SFPJ (Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques)

Membre de l'AFDC (Association française de droit constitutionnel)

Membre de l'AFDP (Association française de droit pénal)